

Après l'accord climat, le financement



Diplômé de l'École polytechnique, Alain Grandjean est cofondateur et associé de [Carbone 4](#), cabinet de conseil en stratégie carbone. Également membre du comité scientifique de la [Fondation Nicolas Hulot \(FNH\)](#), celui qui se définit lui-même comme un économiste «engagé et sensible aux données factuelles», a remis au président de la République, en 2015, un rapport co-signé avec Pascal Canfin, intitulé «[Mobiliser les financements pour le climat-Une feuille de route pour financer une économie décarbonée](#)». Il répond à nos questions sur les enjeux financiers liés à la réussite de la transition énergétique.

Quel est votre sentiment sur les résultats de la COP21, que ce soit sur l'objectif déterminé mais aussi sur le financement ?

La COP21 est un gros succès diplomatique, qui fait avancer la résolution d'un problème mondial extraordinairement complexe. Il reste cependant encore beaucoup à faire, notamment sur le financement. Certains des pays du «Sud» pointent le fait que ce sont les pays développés qui ont, non seulement émis en majorité les gaz à effet de serre, mais que c'est grâce à cette énergie qu'ils ont pu se développer. Ils s'estiment victimes et réclament des compensations.

Les pays riches ont accepté de dépasser, après 2020, les 100 milliards de dollars annuels d'aide aux pays pauvres. Est-ce une condition suffisante ?

C'était une condition nécessaire pour qu'il y ait un accord et pour que les pays les plus vulnérables limitent chez eux les conséquences du changement climatique qui est en cours. Il reste à négocier la part de ces 100 milliards qui ira précisément à aider ces pays à s'adapter à ce changement climatique. Ces montants ne suffiront pas sur le volet «atténuation du changement climatique», pour lequel les montants en jeu sont bien plus importants. Mais ils devront venir aussi de l'épargne des ménages des pays du Nord et du Sud qui en ont les moyens. Ce n'est pas aux États de tout faire. Il faut arriver à réorienter l'utilisation des revenus vers plus d'épargne, donc d'investissement et moins de consommation. L'argent public doit être utilisé aux bons endroits, pour maximiser l'effet d'entraînement des financements privés.

Qui doit participer au financement de la transition énergétique ? À combien l'estimez vous ?

Tous les secteurs d'activités et tous les acteurs ont des impacts sur le climat, pour la simple raison que 80% de l'énergie utilisée dans le monde émet du CO2 qui est un gaz à effet de serre et que personne ne sait se passer d'énergie.

Les acteurs financiers (banques assurances et fonds d'investissements) doivent mobiliser les ressources qu'ils collectent (ou qu'ils créent, pour les banques) pour financer des solutions bas-carbone et en particulier les infrastructures qui conditionnent l'économie. En ordre de grandeur on parle pour le monde de 5000 milliards de dollars par an. Soit un tiers de l'investissement et près de 10% du PIB mondial.

Les acteurs publics doivent introduire des régulations qui incitent les acteurs à «flécher» leurs financements. Ils doivent faire en sorte de montrer l'exemple et d'orienter les acteurs privés pour ce qui dépend d'eux : les financements de banques publiques (comme la Caisse des Dépôts, qui s'est pleinement engagée dans la transition énergétique et écologique) et des banques de développement comme l'Agence Française de Développement qui a défini des règles de financement qui indiquent que 50% de ceux-ci doivent être faits avec des co-bénéfices climat. Si on souhaite que l'argent des investisseurs aille vers des investissements non nuisibles et favorables au climat, il faut le faire exprès, le flécher.

Il faut des règles, une méthode pour corriger les défaillances de marché.

Quelles sont les priorités ?

La décarbonation de l'énergie et la baisse de l'intensité énergétique de l'économie. Les secteurs immédiatement les plus concernés sont l'habitat le transport et l'énergie. Il faut rapidement cesser d'installer des centrales à charbon dans le monde, -Il existe encore des projets de construction-, et tout faire pour limiter les besoins énergétiques.

C'est-à-dire mettre en œuvre l'efficacité et la sobriété énergétique. Car l'efficacité ne suffit pas sans modification du comportement ; en économie on parle d'effet rebond. Dans nos pays, la priorité est

vers le chauffage et les déplacements. Des solutions existent dès maintenant il faut accélérer la cadence.

Par ailleurs il faut arrêter nos gaspillages, notre consommation irraisonnée et réduire notre consommation de viande rouge qui est émettrice de méthane et il faut faire des efforts sur tous les GES !

Pour les pays en développement la clef est d'entrer le plus vite possible dans un modèle de développement «post-fossile», en s'appuyant sur les énergies renouvelables et des infrastructures bas-carbone. Les aider, dans ce cas, ne veut pas dire dupliquer les solutions que nous avons utilisées, mais trouver celles adaptées aux enjeux et spécificités locales.

Ceci est un élément fort d'innovation. Le monde demain n'est pas celui d'aujourd'hui ni d'hier. Il faut s'orienter vers l'avenir !

Quels sont les risques majeurs ?

Qu'on n'aille pas assez vite et que l'énergie dont nous disposons encore assez abondamment soit gaspillée au lieu d'être investie dans la bonne direction. On se préparerait alors une double peine. D'une part un monde «à 4 degrés» est un monde hostile pour l'humanité, hautement conflictuel, avec des crises alimentaires aiguës et des migrations massives. D'autre part, un monde qui a dilapidé ses ressources n'a plus les capacités d'intervenir rapidement et efficacement sur les lieux de crise majeure (climatique ou autre) qui se seront multipliés.

Doit-on inclure au prix de l'énergie payée, l'ensemble des coûts cachés (pollution, maladies, émissions carbone, surveillance, etc.) ?

Oui en raison du principe pollueur payeur et parce que c'est le meilleur moyen d'inciter les acteurs à réduire ces coûts. Si je dois payer le CO2, qui est un déchet, que j'émetts, je suis incité à en émettre moins. Et cela crée un intérêt économique pour ceux qui peuvent me faciliter la tâche en me vendant des services ou des produits moins carbonés (leur acheter me permettra de réduire mon coût au CO2).

C'est le donc consommateur qui paye au final ? Peut-il l'accepter ?

Cela crée -toutes choses égales par ailleurs- une hausse des prix unitaires des énergies fossiles, qui peut être compensée progressivement par une baisse des volumes achetés, ce qui est le but recherché. Nous assisterons à des changements de valeurs, mais sur la durée, sur des générations. Le meilleur exemple est celui du prix des carburants. Leur coût élevé a permis aux consommateurs de faire attention et aux industriels de développer des moteurs plus sobres. Ca a fonctionné !